
PIERRE ASTIÉ
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} JUILLET – 30 SEPTEMBRE 2020)

149

BELGIQUE

30 septembre 2020. **Gouvernement.** Le 23 septembre, le roi Philippe charge Alexander De Croo, 44 ans, Libéraux et démocrates flamands ouverts (Open VLD), vice-Premier ministre et ministre des Finances, et Paul Magnette, 49 ans, Parti socialiste (PS), de former un gouvernement.

Seize mois après les élections législatives de mai 2019, Alexander De Croo est nommé, le 30 septembre, Premier ministre d'un gouvernement formé d'une coalition dite Vivaldi car comportant quatre courants (*Les Quatre Saisons!*) et sept partis avec les socialistes, les libéraux et les écologistes néerlandophones et francophones, ainsi que le Parti chrétien-démocrate flamand (CD&V). Il est investi le 1^{er} octobre par 88 voix sur 150. La Belgique aura été sans gouvernement pendant six cent soixante-deux jours.

Le gouvernement, composé de vingt membres, est strictement paritaire. Il

comporte notamment sept vice-Premiers ministres : Pierre-Yves Dermagne, 39 ans, PS, ministre de l'Économie et du Travail; Sophie Wilmès, 45 ans, Mouvement réformateur, Première ministre sortante depuis le 27 octobre 2019, ministre des Affaires étrangères, des Affaires européennes et du Commerce extérieur, et des Institutions culturelles fédérales; Georges Gilkinet, 49 ans, Écolo, ministre de la Mobilité; Vincent Van Peteghem, 39 ans, CD&V, ministre des Finances, chargé de la lutte contre la fraude fiscale; Frank Vandembroucke, 64 ans, Parti socialiste flamand (sp.a), ministre des Affaires sociales et de la Santé publique; Petra De Sutter, 57 ans, Groen (Verts flamands), ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques; Vincent Van Quickenborne, 47 ans, Open VLD, ministre de la Justice, chargé de la mer du Nord. Par ailleurs, Ludvine Dedonder, 43 ans, PS, est nommée à la Défense et Annelies Verlinden, 42 ans, CD&V, à l'Intérieur et aux Réformes institutionnelles.

* Centre d'études sur la coopération juridique internationale-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

BIÉLORUSSIE (BÉLARUS)

9 août 2020. **Élection présidentielle.**

Le 14 juillet, la commission électorale rejette la candidature de Viktor Babariko, 56 ans, banquier et mécène, arrêté le 18 juin, opposant le plus populaire au chef de l'État, Alexandre Loukachenko, au prétexte d'« incohérences » dans sa déclaration de revenus et de la « participation d'une organisation étrangère » au financement de sa campagne ! Il avait pourtant recueilli plus de quatre cent mille signatures pour valider sa participation au scrutin présidentiel, alors que cent mille seulement étaient nécessaires. Il est emprisonné depuis le 18 juin pour des soupçons de fraude et de blanchiment d'argent.

La commission électorale invalide aussi la candidature de Valeri Tsepkało, 55 ans, homme d'affaires et diplomate, ancien ambassadeur aux États-Unis, longtemps proche du chef de l'État avant d'être contraint à l'exil, rejetant des milliers de signatures. En revanche, elle accepte celles d'opposants fantoches, mais aussi de Svetlana Tikhanovskaïa, 38 ans, ancienne traductrice, épouse du blogueur Sergueï Tikhanovski, emprisonné le 29 mai. Cette dernière fédère l'opposition soutenue par Veronika Tsepkala, cadre chez Microsoft, épouse de Valeri Tsepkało, et par Maria Kolesnikova, pro-européenne, musicienne professionnelle vivant en Allemagne, qui a dirigé la campagne de Viktor Babariko.

Le 9 août, Alexandre Loukachenko obtient « officiellement » 80,1 % des voix et Svetlana Tikhanovskaïa 10,1 %. La participation a été de 84,2 %.

Dans la nuit suivant la réélection du chef de l'État, des milliers de manifestants sont arrêtés. Il y a un mort. Des

mouvements de grève se développent. Un deuxième décès aura lieu le 12 août.

Svetlana Tikhanovskaïa annonce le 10 août s'exiler en Lituanie. Son mari étant en prison, cette décision intrigue.

L'Union européenne se contente de sanctions très limitées, visant des personnalités du régime impliquées dans la répression.

Le 16 août, plus de cent mille Biélorusses manifestent à Minsk et à Grodno pour demander le départ du président Loukachenko. La Russie reste prudente.

Le 19 août, le chef de l'État renomme Roman Golovtchenko en tant que Premier ministre, avec un gouvernement sans changement.

Prix Nobel de littérature 2015, Svetlana Alexievitch est convoquée le 26 août par des enquêteurs. Le pouvoir veut agir contre le Conseil de coordination, principal organe de l'opposition, dont l'écrivaine est membre. Elle doit vivre quasi recluse. Le 28 septembre, elle partira se faire soigner en Allemagne.

Des dizaines de milliers de personnes se rassemblent à Minsk, le 6 septembre, pour un cinquième dimanche de protestation. Maria Kolesnikova est enlevée par des individus masqués, le 7 septembre, et arrêtée le lendemain matin à la frontière ukrainienne, ayant refusé d'être exfiltrée.

Le 15 septembre, Alexandre Loukachenko rencontre Vladimir Poutine à Sotchi.

Le 17 septembre, les députés européens se prononcent en faveur de sanctions contre le président Loukachenko. Le 21 septembre, Svetlana Tikhanovskaïa n'obtient pas le soutien de l'Union européenne, Chypre faisant blocage.

Le président Loukachenko prête serment le 23 septembre, en catimini. Le lendemain, l'Union européenne,

à travers son haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, et les États-Unis déclarent ne pas reconnaître sa légitimité.

CHINE (RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE)

Juillet 2020. **Hong Kong.** Le 1^{er} juillet, la loi sur la sécurité nationale entre en vigueur. Des milliers de Hongkongais bravent l'interdiction de manifester en ce jour célébrant le vingt-troisième anniversaire de la rétrocession de la colonie britannique à la Chine. Cette dernière promet des « contre-mesures » à ceux qui soutiennent les militants pro-démocratie.

Le 8 juillet, le siège d'un nouveau bureau de la sécurité nationale est inauguré par Pékin. Il est dirigé par Zheng Yanxiong, 56 ans, partisan de la ligne dure. Ses agents ont un pouvoir quasi illimité. Est également mis en place un comité de protection de la sécurité nationale présidé par la cheffe de l'exécutif, Carrie Lam.

Plus de six cent mille Hongkongais participent, le 11 juillet, à la primaire du camp pro-démocratie pour les élections législatives prévues en septembre. La Chine qualifie ce scrutin de violation de la loi sur la sécurité.

Le 20 juillet, le Royaume-Uni suspend son traité d'extradition avec Hong Kong. Dans une interview, Chris Patten, dernier gouverneur britannique de Hong Kong, déclare regretter que son pays n'ait pas voulu accorder l'indépendance à la colonie.

Le 30 juillet, douze candidatures du camp pro-démocratie sont écartées en vue des législatives de septembre, dont celle de Joshua Wong, l'un des leaders du « mouvement des parapluies ». Le lendemain, les élections sont reportées d'un

an en raison de l'épidémie de Covid-19, mais l'argument paraît bien fallacieux.

ESPAGNE

28 septembre 2020. **Catalogne.** Le Tribunal suprême confirme la condamnation de Quim Torra, 57 ans, indépendantiste, à dix-huit mois d'inéligibilité pour « désobéissance ». Il perd sa fonction de président de Catalogne, qu'il exerçait depuis le 16 mai 2018, après la destitution de son prédécesseur, Carles Puigdemont. Pere Aragonès, 37 ans, Gauche républicaine de Catalogne, professeur associé à l'université de Perpignan, assure l'intérim.

3 août 2020. **Ancien roi.** À la suite de l'enquête ouverte en juin par le parquet du Tribunal suprême dans le cadre d'une affaire de corruption présumée à l'encontre de Juan Carlos, 82 ans, roi du 22 novembre 1975 au 18 juin 2014, celui-ci annonce qu'il part en exil pour ne pas gêner son fils, le roi Felipe VI. Il se réfugie aux Émirats arabes unis.

ÉTATS-UNIS

Juillet-septembre 2020. **Élection présidentielle.** Le 30 juillet, Donald Trump évoque l'éventualité d'un report du scrutin présidentiel du fait de l'épidémie de coronavirus. Il faudrait cependant l'accord du Congrès. Depuis une loi fédérale de 1845, la date est en effet fixée au mardi qui suit le premier lundi de novembre.

Le président Trump combat le vote par correspondance. Les démocrates l'accusent de s'opposer à un financement d'urgence de United States Postal Service, l'agence postale américaine pouvant avoir un rôle essentiel dans la bonne tenue du scrutin.

Le 11 août, Joe Biden annonce sur Twitter avoir choisi en tant que colistière Kamala Harris, 55 ans, sénatrice de Californie, d'origine jamaïcaine et indienne.

La convention démocrate s'ouvre le 17 août à Milwaukee, en grande partie de façon virtuelle pour acter la candidature de Joe Biden. Bernie Sanders ainsi que Michelle Obama le soutiennent fortement. Le 19 août, Barack Obama prononce un véritable réquisitoire contre Trump, qu'il considère comme une menace pour la démocratie; Kamala Harris accepte sa nomination en tant que candidate à la vice-présidence.

152

La convention républicaine a lieu du 24 au 27 août à Charlotte, en Caroline du Nord. Mais le gouverneur de l'État, en raison de l'épidémie, a limité les rassemblements. Donald Trump est investi comme candidat à la présidence, Mike Pence étant proposé pour la vice-présidence.

À la suite du décès de la juge Ginsburg, le 18 septembre, le président Trump désigne de manière expéditive une nouvelle juge comme candidate à la Cour suprême, qui pourrait être amenée à se prononcer sur la régularité du scrutin du 3 novembre.

Le 23 septembre, le président Trump refuse de répondre à un journaliste qui lui demande de prendre l'engagement d'assurer un transfert pacifique du pouvoir quel que soit le résultat de l'élection. Le *New York Times* révèle, quatre jours plus tard, que Donald Trump n'aurait payé que 750 dollars d'impôts fédéraux en 2016, année de sa prise de fonction.

Le premier débat télévisé entre Donald Trump et Joe Biden a lieu le 29 septembre à Cleveland, dans l'Ohio. L'affrontement est d'une rare violence. Dans une Amérique très divisée, Donald

Trump refuse toujours de s'engager à reconnaître le résultat de l'élection s'il lui est défavorable. Il menace même d'une violence prête à éclater s'il est battu. La majorité républicaine au Sénat, qui jusque-là s'est montrée docile, finit par se faire entendre.

Donald Trump dit depuis des semaines que, si Joe Biden gagne, c'est que le scrutin aura été falsifié. Le président de la plus puissante démocratie occidentale jette ainsi le discrédit sur le suffrage universel, ce qui n'est pas sans déplaire à ses puissants homologues autocrates. S'en défendant, il fustige le recours au vote par correspondance dans le contexte de crise sanitaire. Donald Trump ne cherche pas à élargir sa base électorale. Il veut gagner dans les quelques États qui, oscillant d'un parti à l'autre, peuvent lui donner la majorité des « grands électeurs ».

9 juillet 2020. **Président. Cour suprême.** La Cour suprême donne raison à la justice new-yorkaise en affirmant, par 7 voix contre 2, que le président Trump ne peut maintenir l'opacité sur ses impôts et ses finances, ne bénéficiant pas d'une immunité totale pendant son mandat. Elle approuve ainsi le procureur de l'État de New York qui demandait au cabinet comptable Mazars de lui fournir les archives financières de Donald Trump sur huit ans, notamment au sujet d'un versement effectué à l'actrice pornographique Stormy Daniels.

14 juillet 2020. **Exécutions fédérales.** Le 7 juillet, plus d'un millier de responsables chrétiens, catholiques, mais aussi évangéliques, pourtant divisés sur la question, appellent le président Trump à renoncer à la reprise des exécutions capitales fédérales, après dix-sept ans d'interruption.

Rétablie en 1988, la peine de mort fédérale s'applique sur l'ensemble du territoire américain et ne vise que les crimes fédéraux. Faisant l'objet d'un moratoire en 2003 en raison des controverses sur le mode d'exécution (injection létale), qui violerait le huitième amendement, elle reçoit cependant l'approbation de la Cour suprême le 14 juillet par 5 voix contre 4, les juges Breyer, Ginsburg, Sotomayor et Kagan émettant une opinion dissidente (Cour suprême, 14 juillet 2020, *William P. Barr, Attorney General, et al. v. Daniel Lewis Lee et al.*, 20A8).

Sept condamnés à une exécution fédérale sont suppliciés entre les mois de juillet et septembre à Terre Haute, dans l'Indiana : Daniel Lee, 47 ans, suprémaciste blanc auteur du meurtre d'un couple et de leur fille, le 14 juillet, soit juste après le jugement rendu par la Cour suprême ; Wesley Purkey, 68 ans, qui avait tué une adolescente après l'avoir violée, le 16 juillet ; Dustin Honken, 52 ans, meurtrier de cinq personnes dont un couple et leurs deux fillettes, le 17 juillet ; Lezmond Mitchell, 38 ans, amérindien de la communauté Navajo, meurtrier d'une retraitée et de sa petite-fille, le 26 août ; Keith Nelson, 45 ans, qui avait assassiné une fillette après l'avoir violée, le 28 août ; William LeCroy, 50 ans, meurtrier d'une jeune femme, le 22 septembre ; Christopher Vialva, 40 ans, meurtrier d'un couple de touristes, le 24 septembre.

Le 31 juillet, la cour d'appel fédérale de Boston annule la condamnation à mort de Djokhar Tsarnaev, 27 ans, auteur de l'attentat à la bombe du marathon de Boston, le 15 avril 2013, considérant que le processus de sélection des jurés avait été entaché d'illégalités. Il reste condamné à la prison à vie.

18 septembre 2020. **Cour suprême.** La juge Ruth Bader Ginsburg décède à l'âge de 87 ans. Icône de la gauche progressiste, féministe américaine ayant défendu sans relâche l'égalité des sexes, doyenne de la Cour suprême, en fonction depuis le 10 août 1993, elle est la deuxième femme de l'histoire des États-Unis à y avoir siégé.

Afin de lui succéder, Donald Trump se précipite, en vue de la prochaine élection présidentielle, pour présenter la candidature d'Amy Coney Barrett, 48 ans, catholique conservatrice, qui s'est illustrée par des prises de position tranchées à l'encontre du droit à l'avortement. Professeure de droit à l'université Notre-Dame-du-Lac, dans l'Indiana, mère de sept enfants, dont deux Haïtiens adoptés avec son mari, leur dernier enfant étant affecté par une trisomie détectée durant la grossesse, Amy Coney Barrett a travaillé auprès d'un juge conservateur de la cour d'appel du district de Columbia, la plus prestigieuse des États-Unis, puis dans l'ombre d'Antonin Scalia, fervent défenseur à la Cour suprême, jusqu'à son décès, en 2016, d'une conception originaliste de la Constitution qui proscribit les interprétations les plus libérales. Le seul reproche qui pourrait lui être adressé est la brièveté de son expérience en cour d'appel fédérale (trois ans à celle pour le septième circuit), considérée comme l'antichambre de la Cour suprême.

Cette candidature devra être confirmée par le Sénat, où les républicains détiennent la majorité.

ISRAËL

15 septembre 2020. **Émirats arabes unis. Bahreïn.** Le 13 août, Donald Trump annonce sur Twitter la reprise des relations entre Israël et les Émirats

arabes unis. Ce rapprochement doit avoir pour compensation la suspension de l'annexion de la Cisjordanie.

Mike Pompeo effectue une tournée dans l'espoir d'inciter d'autres États à faire de même. Il vient à Jérusalem le 24 août puis se rend au Soudan et à Bahreïn.

Le 11 septembre, Bahreïn reconnaît Israël, rejoignant ainsi l'Égypte et la Jordanie. La décision des quatre États semble avoir été prise du fait de la menace iranienne.

154 L'accord entre Bahreïn, les Émirats arabes unis et Israël est signé à Washington le 15 septembre. Si l'Arabie saoudite semble approuver son voisin bahreïnin, elle ne va pas jusqu'à reconnaître elle-même Israël.

ITALIE

20-21 septembre 2020. **Référendum constitutionnel.** Les électeurs italiens approuvent par référendum à quasiment 70 % la réduction du nombre des députés de 630 à 400 et celle des sénateurs de 315 à 200. On passe ainsi de 945 parlementaires à 600. L'Italie avait le parlement le plus nombreux en Europe derrière le Royaume-Uni. En outre, le nombre de sénateurs à vie devra être limité à cinq, compte non tenu des anciens présidents de la République. La participation a été faible (51,1 %) sans doute parce que le résultat était acquis, mais aussi en raison de l'épidémie de coronavirus.

Référendum sur la réduction du nombre de parlementaires en Italie

Inscrits	50 955 985	
Votants	26 050 227	(51,12 %)
Blancs	218 093	
Nuls	227 038	
Suffrages exprimés	25 605 096	
	<i>voix</i>	<i>%</i>
OUI	17 913 259	69,96
NON	7 691 837	30,04

JAPON

28 août et 16 septembre 2020. **Premier ministre.** De façon inattendue, Shinzō Abe, 65 ans, Premier ministre du 26 septembre 2006 au 26 septembre 2007 et, depuis le 26 décembre 2012, à la tête d'une coalition entre le Parti libéral-démocrate, conservateur, et Kōmeitō, centre droit, démissionne le 28 août

pour raison de santé, souffrant d'une colite ulcéreuse.

Yoshihide Suga, 71 ans, porte-parole du gouvernement, est élu président du Parti libéral-démocrate le 14 septembre, en remplacement de Shinzō Abe, dont il était le bras droit. Le 16 septembre, il obtient 314 voix sur 462 à la chambre basse du Parlement et 142 sur 240 à la chambre haute, puis prend ses

fonctions de Premier ministre. Nobuo Kishi, 61 ans, frère cadet de Shinzō Abe, devient ministre de la Défense.

La moyenne d'âge est élevée au sein du nouveau gouvernement. À l'exception du ministre de l'Économie, âgé de 39 ans, la majorité des autres membres a plus de 60 ans et l'âge moyen des cinq principaux est de 71 ans. Le gouvernement ne compte que deux femmes. Tarō Asō est toujours vice-Premier ministre.

LIBAN

Août-septembre 2020. Crise socio-économique, politique et sanitaire.

Le 4 août, une double explosion ravage le centre de Beyrouth, notamment la zone portuaire, faisant deux cent vingt morts et six mille cinq cents blessés. Trois cent mille personnes sont privées de domicile. Plus de la moitié des centres de soins sont « hors service ». Cent soixante-trois écoles ont été endommagées.

Près de 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium étaient conservées dans un hangar du port depuis 2014. La cargaison était celle du navire *Rhosus*, battant pavillon moldave (!), en provenance de Batoum, en Géorgie, et se dirigeant vers le Mozambique, mais obligé, pour des raisons techniques, d'accoster à Beyrouth, où elle a été déchargée. Pendant six ans, les agents du port auraient alerté six fois la justice, sans provoquer de réaction.

Le 7 août, tout comme le Hezbollah, le président Michel Aoun refuse qu'une enquête internationale soit menée.

Après deux jours de manifestations et que le ministre des Finances, Ghazi Wazni, a décidé de quitter ses fonctions, le Premier ministre, Hassan Diab, présente la démission de son gouvernement,

le 10 août. Une dizaine de députés quittent le Parlement.

Le 30 août, le Hezbollah se dit disposé à discuter d'un nouveau « pacte politique ».

Le 31 août, Mustapha Adib, 48 ans, sunnite, universitaire et diplomate, originaire de Tripoli, proche du milliardaire Najib Mikati, devient Premier ministre, obtenant 90 voix sur 120 lors des consultations parlementaires menées par le président Aoun. Le 26 septembre, il se déclare incapable de former un gouvernement en raison de divergences entre les chefs communautaires sur l'attribution des portefeuilles ministériels.

155

MALI

18 août 2020. Coup d'État. De violents affrontements ont lieu à Bamako. Le Parlement est saccagé le 10 juillet, et le lendemain les locaux de Mahmoud Dicko, 66 ans, imam rigoriste opposé au chef de l'État, sont perquisitionnés. On compte onze morts en trois jours. La médiation ouest-africaine propose un gouvernement d'union nationale et la formation d'une nouvelle cour constitutionnelle.

Le 18 août, le président Ibrahim Boubacar Keïta et le Premier ministre, Boubou Cissé, en fonction depuis le 23 avril 2019, sont « arrêtés » par des soldats mutins menés notamment par un colonel âgé de 37 ans, Assimi Goïta. Le président Keïta, au pouvoir depuis le 4 septembre 2013, annonce sa démission et la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Un Comité national pour le salut du peuple prend le pouvoir et, le 19 août, le colonel Goïta en devient le président.

Les militaires promettent une « transition politique civile ». Le 24 août,

après trois jours de négociations, les putschistes et les envoyés de la Cédéao se séparent sans être parvenus à un accord sur le transfert du pouvoir aux civils. Le 27 août, le colonel Goïta est proclamé chef de l'État. C'est un échec pour la Cédéao.

Le 7 septembre, la Cédéao exige que la junte désigne un président et un Premier ministre avant le 15 du mois. Une « charte » de transition est présentée par la junte pour une durée de dix-huit mois. Elle est rejetée par le Mouvement du 5 juin, à l'origine de la contestation.

156 Un collège de onze personnes (cinq membres de la junte, deux religieux, deux représentants du mouvement de contestation et deux personnalités de la société civile) désigne, le 21 septembre, Bah N'Daou, 70 ans, militaire en retraite – donc un civil, ce qui satisfait la Cédéao –, ancien ministre de la Défense, réputé intègre, comme président de transition. Investi le 25 septembre, il est secondé par le colonel Goïta. Le 27 septembre, Moctar Ouane, 64 ans, ancien ministre des Affaires étrangères, « diplomate d'une grande finesse d'analyse et de jugement », est désigné comme Premier ministre par intérim et prend ses fonctions le lendemain.

POLOGNE

28 juin et 12 juillet 2020. **Élection présidentielle.** En dépit de l'épidémie de coronavirus, le premier tour devait avoir

lieu le 10 mai. Le 6 avril était prise la décision d'inscrire la généralisation du vote par correspondance dans le code électoral. La décision contrevenait pourtant à un arrêt de la Cour suprême qui interdit toute modification du code électoral moins de six mois avant une élection. Les députés ont voté la loi le 7 mai. En raison de l'impossibilité matérielle de maintenir le scrutin, les premier et second tours ont été reportés au 28 juin et 12 juillet.

Au premier tour, Andrzej Duda, 48 ans, président sortant, Droit et justice, conservateur, est en tête avec 43,5 %, contre 30,5 % à Rafał Trzaskowski, 48 ans, Coalition civique, centre droit, maire de Varsovie, 13,9 % à Szymon Hołownia, 43 ans, journaliste, indépendant, et 6,8 % à Krzysztof Bosak, 38 ans, député, Confédération, extrême droite. La participation a été de 64,5 %, soit supérieure de plus quinze points à ce qu'elle avait été en 2015.

L'alliance électorale d'extrême droite ne donne pas de consigne de vote. Le président Duda est réélu de justesse avec 51,0 % face à Rafał Trzaskowski, dans un pays très divisé. La participation a été de 68,2 %. Le 17 juillet, le maire de Varsovie annonce la création prochaine d'un large mouvement citoyen en faveur d'une Pologne « tolérante et européenne ». Le 3 août, la Cour suprême valide l'élection.

Élection présidentielle en Pologne

PREMIER TOUR

Inscrits	30 204 792	
Votants	19 483 760	(64,51 %)
Blancs et nuls	58 301	
Suffrages exprimés	19 425 459	

<i>Candidats</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>
Andrzej Duda, Droit et justice	8 450 513	43,50
Rafał Trzaskowski, Coalition civique	5 917 340	30,46
Szymon Hołownia, indépendant	2 693 397	13,87
Krzysztof Bosak, Confédération	1 317 380	6,78
Władysław Kosiniak-Kamysz, Coalition polonaise	459 365	2,36
Robert Biedrón, La Gauche	432 129	2,22
Stanisław Żółtek, Congrès de la Nouvelle Droite	45 419	0,23
Marek Jakubiak, Fédération pour la République	33 562	0,17
Paweł Tanajno, indépendant	27 909	0,14
Waldemar Witkowski, Union du travail	27 290	0,14
Mirosław Piotrowski, Europe véritable	21 065	0,11

157

SECOND TOUR

Inscrits	30 268 543	
Votants	20 636 635	(68,18 %)
Blancs et nuls	177 724	
Suffrages exprimés	20 458 911	

<i>Candidats</i>	<i>voix</i>	<i>%</i>
Andrzej Duda, Droit et justice	10 440 648	51,03
Rafał Trzaskowski, Coalition civique	10 018 263	48,97

ROYAUME-UNI

Juillet-septembre 2020. **Brexit.** À l'issue du cinquième cycle de négociations sur la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, Michel Barnier estime le 3 juillet que « de sérieuses divergences demeurent ». Les négociations reprennent le 20 juillet à Londres.

La ministre du Commerce international, Elizabeth Truss, venue à Washington le 4 août, ne parvient pas à obtenir

la levée des sanctions commerciales, témoignant des grandes difficultés de Londres à signer des accords de libre-échange.

Le gouvernement présente au Parlement, le 9 septembre, un projet de loi sur le marché intérieur qui contredit en partie l'accord signé entre le Royaume-Uni et l'Union européenne, manœuvre violant le droit international, comme le reconnaît le ministre chargé de l'Irlande du Nord lui-même,

mais à laquelle Boris Johnson se plaint d'avoir été contraint. Le texte prévoit en effet que la province d'Irlande du Nord reste pendant quatre ans soumise à certaines dispositions commerciales européennes. Le Royaume-Uni semble ignorer de façon choquante la règle *Pacta sunt servanda* (les conventions doivent être respectées). John Olav Kerr, baron de Kinlochard, ancien ambassadeur britannique auprès de l'Union européenne et des États-Unis, a des propos très forts : « Déchirer un traité est un comportement d'État voyou. » Le projet inquiète aussi les Écossais et les Gallois.

158

Le 10 septembre, l'Union européenne somme le Royaume-Uni de retirer le projet de loi avant la fin du mois. Mais Londres refuse l'ultimatum. Dans une lettre commune, cinq anciens Premiers ministres (Theresa May, Gordon Brown, David Cameron, John Major et Tony Blair) dénoncent cette décision. Joe Biden déclare sur Twitter qu'il n'autorisera pas que la paix en Irlande devienne une « victime du Brexit ».

Le 29 septembre, les Communes votent en troisième lecture le projet de loi sur le marché intérieur par 340 voix contre 256.

RUSSIE

25 juin-1^{er} juillet 2020. **Révision constitutionnelle.** En raison de l'épidémie de coronavirus, le référendum « vote de tous les Russes » avait dû être reporté, et deux régions ont mis en place un vote électronique. Les Russes approuvent la réforme constitutionnelle à 77,0 %. La participation a été de 65 %.

Vladimir Poutine est ainsi en mesure d'effectuer deux mandats supplémentaires à compter de l'expiration de son mandat actuel, en 2024. Président depuis

le 31 décembre 1999 – car président de fait entre le 8 mai 2008 et le 7 mai 2012 –, il pourrait donc l'être jusqu'en 2036, alors qu'il n'aura que 84 ans. Les autres dispositions renforcent les pouvoirs du chef de l'État par rapport aux autorités locales et municipales. Par ailleurs, le mariage est défini comme l'union entre un homme et une femme.

20 août 2020. **Opposition.** Alexeï Navalny, 44 ans, chef de l'opposition « hors système », est hospitalisé d'urgence à l'hôpital d'Omsk. Les autorités russes, après avoir affirmé des diagnostics contradictoires, acceptent son transfert à Berlin, alors qu'il est dans le coma. L'hôpital berlinois déclare avoir trouvé des « traces d'empoisonnement ». Pour Berlin, qui le 2 septembre demande des éclaircissements « urgents » à la Russie, il y a une « preuve sans équivoque » de l'utilisation d'un agent neurotoxique.

Le 7 septembre, Alexeï Navalny sort du coma et, seize jours plus tard, quitte l'hôpital berlinois.

SOUDAN

31 août 2020. **Guerre civile.** Après dix-sept ans de guerre civile et dix mois de négociations, un accord de paix est signé à Djouba, au Soudan du Sud, entre le gouvernement et le Front révolutionnaire soudanais, coalition d'insurgés du Darfour, du Kordofan du Sud et du Nil Bleu.

UNION EUROPÉENNE

21 juillet 2020. **Dette commune.** Le 10 juillet, le président du Conseil européen, Charles Michel, rend publiques ses propositions en vue de dégager un consensus sur la mise en

place d'une dette commune pour aider en priorité les pays les plus touchés par la pandémie de coronavirus. L'Union se divise d'une part entre les « frugaux » – dits aussi « austères », « économes » ou « radins » (Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède) – et les « dépensiers », d'autre part entre les illibéraux (Hongrie, Pologne) et les démocrates.

Après quatre-vingt-dix heures de négociations sur quatre jours et quatre nuits, les Vingt-Sept finissent, le 21 juillet, par trouver un accord, non seulement sur un plan de relance de 750 milliards d'euros, mais surtout sur la création d'une dette partagée de 390 milliards. L'Italie obtient ainsi une aide de 209 milliards d'euros.

Le 23 juillet, à travers une résolution adoptée par 465 voix contre 150 et 67 abstentions, le Parlement européen critique les « frugaux » et les concessions sur l'État de droit.

2 septembre 2020. CJUE. **Nominations.** Les États membres renouvellent la composition de la Cour de justice. Son excellent président, Koen Lenaerts,

65 ans, à ce poste depuis le 8 octobre 2015, est renommé juge pour un mandat de six ans, d'octobre 2021 à octobre 2027. La Lettone Ineta Ziemele, 50 ans, ancienne juge à la Cour européenne des droits de l'homme, et le Tchèque Jan Passer, 46 ans, magistrat, sont nommés juges jusqu'en octobre 2024. Le Grec Athanasios Rantos, 67 ans, président du Conseil d'État hellénique, est nommé avocat général jusqu'en octobre 2021, remplaçant la Britannique Eleanor Sharpston en raison du Brexit.

16 septembre 2020. **Discours sur l'état de l'Union.** Pour son premier discours sur l'état de l'Union, Ursula von der Leyen expose les projets de la Commission. Elle veut faire baisser les émissions de carbone de 55 % d'ici à 2030, mais également mettre en place une Europe de la santé en créant une « agence de recherche et de développement biomédicaux avancés ». Elle présentera, sept jours plus tard, un nouveau pacte sur la migration et l'asile. Elle rappelle enfin que l'accord entre Londres et l'Union ne peut être modifié.

